



N° 12

Groupe Avenir Service Public de l'Équipement

Organisme de recherches du SNPTAS CGT

Les notes du Gaspe



une autre europe
un autre monde
12-15 novembre
paris / saint-denis
bobigny / ivry

Le monde n'est pas une marchandise !

Un autre monde est possible !

Une autre Europe est possible!

Construisons-les !

Au sommaire:

| | |
|--|--------------|
| Présentation du dossier | p. 4 |
| -1.Le Forum Social Européen de 2003, présentation rapide et bilan | p. 5 |
| <i>Notes et documents sur le point 1</i> | p. 7 |
| -2.Le programme et les travaux du forum* | p. 10 |
| -3.Assemblée européenne pour le droit des femmes | p. 15 |
| -4.Appel de l'Assemblée des acteurs et mouvements sociaux | p. 16 |
| -5.Un mouvement social, citoyen et culturel | p. 17 |
| -6.Le vrai défi | p. 18 |
| -7.La participation du SNPTAS-CGT au FSE | p. 19 |
| <i>Annexe : Synthèse de l'atelier du 15/11/2003</i> | |
| <i>par Julien Langumier</i> | p. 22 |

* L'équipe Mémoire du FSE prépare un document de synthèse

Présentation du dossier

Dans ce N° 12 du Gaspe, on trouvera un dossier, établi par Roger ESMIOL à partir d'une intervention et d'un débat à la Commission exécutive du SNPTAS-CGT des 8 & 9 décembre 2003, sur le Deuxième Forum Social Européen.

Le Forum Social Européen (FSE) est une des déclinaisons continentales du Forum Social Mondial dont le premier s'est tenu à Porto Alegre (Brésil) en janvier 2001. Un nouveau Forum mondial vient de se tenir aux Indes à Bombay*. Les Forums sociaux sont des espaces ouverts de débats et d'élaboration de propositions par les acteurs sociaux. Selon la Charte des principes du Forum social mondial, qui vaut également pour les autres Forums ; les partis politiques ne sont pas directement partie prenante de l'organisation ou du contenu des rencontres, mais peuvent apporter leur soutien.

* Voir encadré page 9

➤ **Comment le deuxième F.S.E. a-t-il été préparé ?**

Un comité d'initiative était composé de 150 organisations signataires d'un Appel. Parmi elles, notons la CGT, La FSU, le "Groupe des Dix" et un très grand nombre d'acteurs sociaux représentant des secteurs très divers. FO, CFDT et l'UNSA se sont contentées de faire de la figuration dans les réunions.

Une assemblée européenne de préparation comprenait les acteurs sociaux nationaux et des représentants de réseaux européens, et notamment la Confédération européenne des syndicats (CES).

➤ **Mémoire du FSE**

L'équipe "restitution" a reçu, au 15/12/2003, 175 textes des intervenants dans les "premières", 220 textes de présentation des séminaires, des dizaines de textes de synthèse. L'équipe "mémoire" va alimenter le site web du FSE 2003. Chacun pourra alors consulter les propositions d'alternative au libéralisme ainsi que les propositions d'action.

➤ **Contenu du dossier GASPE 12**

On trouve en premier lieu une présentation du dossier.

Le point N° 1 a pour objet de donner des éléments sur le Forum Social Européen. Son articulation avec le mouvement intermondialiste, dans un contexte politique et économique ultra-libéral.

Dans un point N° 2, on trouvera le programme et les travaux du FSE.

Le point N° 3 présente l'appel de l'assemblée européenne pour le droit des femmes.

En point 4, on trouve l'appel de l'Assemblée des acteurs et mouvements sociaux du FSE, où on trouvera des propositions alternatives à l'Europe libérale.

En point 5, nous avons publié un article de Gustave Massiah sur le FSE. Les positions énoncées dans cet article n'engagent bien évidemment que l'auteur.

En point 6, nous avons publié un article de la Revue Politis également consacré au FSE. Comme pour l'article de G. Massiah, la position exprimée n'engage que l'auteur.

En point 7, on trouvera des informations sur la participation du SNPTAS-CGT au FSE.

-1- Le F.S.E. 2003, présentation rapide et bilan

A Florence en 2002...et avant

Le premier Forum Social Européen (FSE) s'est tenu en Italie du 6 au 9 novembre 2002 à Florence. Les thèmes suivants y ont été mis en débat : l'Europe dans la mondialisation ; la politique de solidarité internationale ; la paix ; les questions relatives à l'armement ; à la démocratie ; la citoyenneté. Le FSE de Florence s'est déroulé dans un contexte différent du Forum de Porto Alegre : il avait lieu deux mois après les attentats du 11 septembre commis aux Etats-Unis. Les débats ont porté notamment sur la paix et un appel en ce sens en est sorti. Il est apparu que les luttes sociales, les luttes pour la paix doivent être liées pour construire un autre monde.

A Florence, la paix a donc été au cœur de plusieurs grandes conférences, de nombreux séminaires et de multiples ateliers ; le mouvement pacifiste italien, qui est très puissant, est fortement intervenu sur la question de la paix. A Florence, la paix n'a plus été pensée comme un état, mais comme un projet, qui doit permettre d'envisager de nouveaux rapports entre les nations, entre le "Nord" et le "Sud" et entre les êtres humains. La notion de "culture de la paix" a été très présente à Florence, alors qu'elle était presque absente à Porto Alegre.

Le FSE de Florence s'est déroulé alors qu'une nouvelle militarisation des relations internationales se développe ; alors que les budgets militaires s'accroissent ; alors que les conflits se règlent – comme en Palestine – par la guerre ; alors que les Etats-Unis développent la notion de "guerre préventive" ; alors que la mondialisation ultra-libérale s'accélère.* Un des enjeux de ce forum était de se mettre d'accord sur un mouvement de mobilisation international contre la guerre, en Europe d'abord et de l'étendre au niveau mondial.

Parmi les milliers d'interventions, citons celle de Mario Luzi, poète florentin : *"Florence confirme son caractère de citée, qui de tout temps a été ouverte au dialogue avec tous et à la connaissance. Cette rencontre, entre personnes venues des quatre coins du monde pour proposer de nouveaux discours, réfléchir et étudier, est un signe de civilisation".*

Un puissant mouvement à l'échelle internationale

De Porto Alegre en janvier 2001, 2002 et 2003 à Paris – et il en sera de même en 2004 à Bombay, les peuples ont décidé de se faire entendre. En effet, au moment où les maîtres de la Finance et les patrons se réunissaient à Davos pour décider de l'avenir de la planète, des milliers d'acteurs, mouvements sociaux et citoyens venus de tous les continents affirmaient qu'un autre monde est possible. Ils ont commencé à proposer des alternatives aux politiques néo-libérales et définir des stratégies d'action. On a vu naître avec les Forums sociaux des espaces politiques nouveaux ; les Forums mondiaux ont ensuite essaimé en forums locaux.

L'idéologie néo-libérale prétend devenir hégémonique, aux Etats-Unis et dans le reste monde avec des moyens considérables pour mobiliser des fonds et pour investir l'université et les médias. Cette idéologie **répond aux intérêts du capital, notamment financier : il fallait lever tous les obstacles à la libéralisation des mouvements de capitaux au niveau planétaire et à un libre-échange sans entrave.

* cf. Gaspé N° 9 OMC, AGCS, des organisations internationales au service des multinationales

** cf. l'article de Susan George "Comment la pensée devint unique" Le Monde diplomatique, août 1966

Des institutions telles que la Banque Mondiale (1) et le (FMI) Fonds Mondial International (2) sont le vecteur de cette politique : les plans dits "d'ajustement structurel" (3) ont été imposés à de nombreux pays dits en voie de développement. Dans ce cadre, les mouvements du capital financier quand ils se redéploient, si le taux de profit * est jugé insuffisant, aboutissent à l'effondrement des pays, comme, par exemple, l'Argentine. En Europe, Marguerite THATCHER, au début des années 80 (4), a mis en œuvre la politique ultra-libérale en Grande Bretagne ; de nombreux autres pays européens ont fait de même. Au niveau des institutions de l'Union Européenne, l'idéologie dominante est également le libéralisme, la déréglementation, la réduction des services publics, et non la recherche de l'emploi. Cette politique a rencontré de fortes résistances : des luttes importantes ont été menées par le mouvement social, en France, en Europe et ailleurs.

De nombreux acteurs sociaux, en Europe, aux Etats-Unis et dans d'autres pays ont considéré que l'opposition à la mondialisation libérale devait prendre un nouvel essor : il est devenu possible de fédérer au niveau international les luttes développées au niveau national. Il fallait mettre en cause, le cas échéant par des manifestations spectaculaires, les politiques libérales ; il fallait faire apparaître au grand jour, devant les opinions publiques, la réalité de ces politiques organisées et décidées de façon totalement bureaucratique et technocratique, sans information publique, et sans le moindre contrôle démocratique : ce furent les grands rassemblements de Seattle, Gênes, Barcelone, Florence (5). Les Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre ont exprimé les protestations radicales de peuples, leurs aspirations qu'ils soient du Nord ou du Sud, et commencent à formuler des propositions.

Ces actions ébranlent peu à peu l'arrogante certitude des ultras-libéraux ; d'autant plus que les politiques du FMI et de la Banque Mondiale se traduisent par des échecs retentissants, que des scandales financiers secouent les grands groupes ; que la déréglementation et la privatisation ont abouti à la panne générale de l'électricité en Californie et au délabrement des transports publics en Grande Bretagne.

Les ultras-libéraux n'ont plus le moral. Le rapport sur le développement mondial pour 2000 de la Banque mondiale constate que les programmes d'ajustement structurels pour les pays en voie de développement sont en échec en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté. L'ex-directeur adjoint du FMI, Stanley FISCHER déclarait en août 2000 que "nombre d'attaques des adversaires de la globalisation contre les gouvernements, les grandes firmes et les institutions internationales sont justifiées". La Revue Business Week du 6 novembre 2000 notait "à moins que les firmes multinationales ne prennent elles-mêmes en charge les coûts sociaux dans les pays où les gouvernements sont faibles, ce sont les manifestations de rue qui leur imposeront probablement des règles". L'hebdomadaire britannique The Economist écrivait, quant à lui, le 23 septembre 2000 : "Les protestataires ont raison de dire que la question morale, politique et économique la plus urgente de notre époque est la pauvreté du tiers-monde. Et ils ont raison de dire que la globalisation, si puissante que soient ses moteurs, peut être refoulée. C'est le fait que ces deux choses soient vraies qui rend les protestataires - et de manière cruciale, le courant d'opinion qui sympathise avec eux - si terriblement dangereux".

Le mouvement altermondialiste conteste par le refus, l'action et la proposition, l'idée selon laquelle le capitalisme serait un horizon indépassable **.

*souvent de 15%,

**Margaret THATCHER disait "No future" –Pas d'avenir

Ce débat est au cœur du mouvement social français et la crise actuelle de la CFDT l'illustre : ou bien le capitalisme est un horizon indépassable et alors le syndicalisme se contente de contester le patron quand il exagère trop : ou bien, au contraire le syndicalisme développe une action forte au quotidien, et inscrit ces luttes dans une perspective de transformation sociale ; ce qui donne un sens aux luttes au quotidien, pied à pied, indispensables.

Notes et documents sur le point 1

(1) Banque Mondiale

Organisme des Nations Unies créé à la fin de la seconde guerre mondiale. Le but affiché était de favoriser la reprise économique, le développement et le commerce, principalement par des projets de développement. La Banque mondiale intervient dans les pays en voie de développement. La Banque mondiale met à la disposition des pays en voie de développement des ressources d'investissements : capitaux et expertise notamment.

Comment les choses se passent en réalité ? Voir note 3 ci-dessous

(2) FMI Fonds monétaire international

Le FMI est un organisme des Nations Unies qui a été créé en même temps que la Banque mondiale, avec le même but affiché : favoriser la reprise économique, le développement et le commerce, par un système stabilisé de changes au niveau international. Le FMI a pour but officiel aujourd'hui d'aider les pays endettés à résoudre leur endettement. Le FMI s'est donné la mission d'inciter les Etats-membres à mettre en œuvre de "bonnes politiques".

Qu'en est-il réellement ? Voir note 3 ci-dessous.

(3) Politiques d'ajustement structurel

Au fil des années, on assiste à l'application de nouvelles politiques économiques anti-sociales dictées aux gouvernements de nos pays par le FMI et la Banque Mondiale : réduction des budgets de l'éducation nationale, de la santé, de l'assainissement, augmentation des prix de produits sociaux ... Ces politiques d'ajustement structurel prônent des recettes fondées sur le néo-libéralisme : privatisation et "libération" de l'économie. Le nombre de pauvres a tellement augmenté de ce fait que les politiques d'ajustement structurel sont considérées comme de véritables facteurs de paupérisation de larges secteurs de la population".

Extraits d'un article de Djibril GUEYE – Coordonnateur du programme de l'ONG ANAFA Sénégal

(4) Le tournant des années 80

L'arrivée au pouvoir des gouvernements Thatcher [en Grande Bretagne] et Reagan [aux Etats-Unis] a marqué le début d'une offensive politique et sociale dont l'objectif est de briser l'ensemble des institutions et des rapports sociaux qui ont corseté le capital à partir du premier mandat de F.Roosevelt (Président des Etats-Unis) et de la victoire sur le nazisme en Europe. Ces institutions et ces rapports ont freiné la liberté du capital, assuré aux salariés des éléments de défense contre leurs employeurs et, moyennant le plein emploi, une protection sociale à la très grande majorité de la population (...). Au début des années 80, les politiques thatchériennes de libéralisation, de déréglementation et de privatisation se sont construites sur la défaite de la grande grève des mineurs, avant de s'étendre aux dockers, aux travailleurs de la presse et de l'imprimerie et aux hospitaliers".

Source F.Chesnais La mondialisation du capital

(5) Les mobilisations altermondialistes

De Seattle à Paris, en passant par Porto Alegre, Genève, Prague, Nice, Gênes, Bruxelles, Barcelone, Florence, Hyderabad, Québec, Genève, Washington, Bangkok, Melbourne, Dakar, Bamako, Quito, Buenos Aires, Monterey -et la liste n'est pas exhaustive-, les peuples se sont mis en mouvement. Un courant nouveau, radical, de masse se développe.

Quelques moments de lutte...

* **Seattle** La Conférence interministérielle -135 pays membres- de l'Organisation mondiale du commerce [OMC] * s'est réunie du 30 novembre 1999 au 3 décembre 1999. Elle avait pour but de développer la politique "libérale" à l'échelle internationale dans les domaines de la concurrence, des investissements, des marchés publics, des législations sociales. Des contradictions sont apparues entre les pays en voie de développement, les Etats Unis et les pays de l'Union européenne, les pays du sud. Mais surtout, elle a été contestée par la rue.

* voir Gaspe N°9

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont bloqué le Centre de la conférence. Outre des organisations radicales ou activistes, on notait la présence de l'AFL-CIO, qui fédère la quasi-totalité des syndicats des Etats-Unis.

Les manifestants demandaient avec force la prise en compte de valeurs non marchandes dans la sphère économique : droits de l'homme, droits fondamentaux du travail, principe de précaution dans le domaine environnemental, valeurs éthiques en matière de biodiversité, développement durable.

* **Washington** 16 avril 2000

Lors de l'assemblée du FMI et de la Banque mondiale, 20 000 manifestants interviennent : groupes radicaux, organisations étudiantes mais aussi sidérurgistes américains, membres de nombreux syndicats affiliés à l'AFL-CIO qui a appelé également à la manifestation. Les manifestants ont bloqué l'accès au siège du FMI et de la Banque mondiale.

A Seattle, comme à Washington, la surprise est venue du nombre de jeunes une première depuis la fin de la guerre du Vietnam et de l'implication du mouvement syndical. Les déclarations d'un certain nombre de gens selon lequel le mouvement altermondialiste ne regrouperait que des plus de cinquante ans et des intellos ne résistent pas à l'épreuve des faits !

* **Gênes** : juillet 2001, réunion du G8, 300 000 manifestants

A l'occasion de la tenue du sommet du G8 (qui regroupe les pays les plus riches du monde) à Gênes, les altermondialistes ont organisé un rassemblement. Le Genoa Social Forum a coordonné quelques 700 organisations italiennes et d'autres pays : associations, syndicats, partis politiques, et de très nombreux jeunes qui faisaient leur première expérience politique. Le rassemblement s'est tenu dans la violence policière organisée par Berlusconi et dans un climat dramatique : le 20 juillet, un manifestant italien, âgé de 23 ans, Carlo Giuliani, a été tué par la police. Plus de 300 000 personnes étaient présentes et ont participé notamment aux multiples actions et à la manifestation du 21/07/2003.

Les manifestations de Gênes ont été un accélérateur social important. En Octobre 2001, la marche Péruse-Assise a réuni 300 000 personnes, suivie par la manifestation nationale et la grève générale organisée par les syndicats italiens contre la remise en cause du Code du travail. L'Italie a connu en 2001 et 2002 une série de mobilisations de grande ampleur.

***Nous citerons encore :**

Les actions multiples menées à partir du 20 mars, jour de l'attaque anglo-américaine contre l'Irak. La mobilisation contre la guerre en Irak qui a réuni dix millions de personnes dans le monde entier.

Jamais une mobilisation contre la guerre ne s'était développée avec une telle ampleur avant même le déclenchement d'un conflit. Le mouvement contre la guerre d'Algérie a été très long à développer, comme d'ailleurs celui contre la guerre du Vietnam, en France comme aux Etats-Unis.

***Où en est le mouvement altermondialiste ?**

"Trois ans après Seattle (...) les mouvements ont évolué : ils se sont radicalisés en même temps qu'ils s'élargissaient. Dans une première phase, beaucoup estimaient que ces mouvements ne s'attaquaient qu'au néo-libéralisme. Aujourd'hui, leur élargissement et leur ancrage sur les questions sociales au moment même où le capitalisme entre dans une nouvelle crise et dévoile, par des scandales comme celui d'Eron, la réalité de son fonctionnement et de ses logiques, donnent aux mouvements une tonalité nettement anti-capitaliste. La critique des multinationales se renforce et la question de la propriété est posée par la défense, face aux marchés, des biens communs de l'humanité : l'eau, les services publics, ou par le débat sur la propriété intellectuelle".

Christophe Aguiton – Le monde nous appartient Plon Editeur 10:18

INFO RAPIDE SUR LE QUATRIEME FORUM MONDIAL- MOMBAY-(exBombay)

La quatrième "édition" du Forum Social Mondial s'est tenue à Bombay aux Indes du 16 au 21 janvier 2004. Le Forum a donné lieu à plus de 1200 conférences et débats.

Krishna Murthy, un des porte-parole du forum a déclaré "Le bilan de ces FSM est au-delà de nos espérances. Nous n'aurions pas pensé que tant de personnes viendraient. Au total, nous avons eu entre 100 000 et 120 000 participants". Le premier FSM avait réuni 20 000 personnes, le second 55 000 et le troisième 100 000. K.Murthy a également déclaré: "Toutes les classes et toutes les castes affectées par la mondialisation sont venues à Bombay".

Cent cinquante quatre pays étaient représentés. La moitié des participants étaient originaires d'Asie, où le FSM tenait ses assises pour la première fois, avec notamment 41 000 Indiens. La délégation française comptait un millier de personnes. Parmi les personnalités présentes, on peut citer Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, ou l'iranienne Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix 2003.

Le prochain forum aura lieu en 2005, de nouveau, à Porto Alegre. Il changera ensuite de continent. La proposition de l'Afrique reçoit beaucoup de soutien, a déclaré Vittorio Agnoletto, membre du comité international.

-2- Le programme et les travaux du forum A Paris, Saint-Denis et Ivry en 2003....

Le second Forum Social Européen s'est tenu du 12 au 15 novembre 2003 à Paris, Saint-Denis et Ivry. Plus de 1500 organisations d'Europe et d'autres pays ont participé à sa mise en œuvre ; soixante pays ont été représentés. Ce forum a comporté cinq jours de débat, 55 conférences, 250 séminaires sans compter des ateliers ou séminaires Off, comme celui organisé à l'Ecole d'Archi de Paris-La-Villette par un collectif dont le SNPAS-CGT est membre. Des Forums locaux ont également eu lieu. Il s'est achevé par une manifestation qui a rassemblé 100 000 personnes et selon le communiqué d'intox du Ministère de l'Intérieur seulement 40 000 !

Parmi les multiples conférences, séminaires et ateliers, notons les rencontres sur le thème de la ville :

- les séminaires "Droit au logement, Droit à la ville en Europe" le 13 novembre 2003,
- la conférence plénière "De l'urbain au local terrain d'expansion du libéralisme et des résistances," qui s'est tenue à Bobigny le 14 novembre 2003.

Vous trouverez ci-après des informations concernant :

- un article sur les débats concernant le thème "syndicalisme et mouvement altermondialiste",
- les axes des conférences plénierées,
- trois "plénières" où ont été débattues des questions relatives au service public.

➤ Débats sur le syndicalisme et le mouvement altermondialiste

Extraits d'un article de Paule Masson (l'Humanité 17/11/2003)

Cet article a pour titre : "Le FSE marque une participation syndicale plus importante qu'à Florence et une montée en puissance des thématiques sociales et salariales".

Selon la journaliste, "le mouvement syndical fait partie du mouvement social en Europe ; toutes les récentes luttes, que ce soit en Italie, en Espagne, en Autriche, ou en France, notamment sur l'emploi et les retraites, ont été animées par les syndicats. La rencontre entre le mouvement syndical et les mouvements sociaux était un des défis posés au FSE 2003. Réclamée de part et d'autre, une plus grande implication syndicale dans le mouvement intermondialiste constitue un des principaux curseurs pour son élargissement".

"Le FSE 2003 a sans conteste, permis une participation syndicale plus importante qu'à Florence. Les thématiques abordées dans les 625 rencontres organisées en sont un témoignage manifeste. Outre une multitude d'échanges sur l'Europe sociale, des dizaines de séminaires ont porté sur les services publics, les retraites, les politiques de santé, en fait sur ce modèle social européen en voie de disparition (...).

"A la différence de Florence, l'entreprise, domaine accaparé par les actionnaires et autres faiseurs de la Bourse, a fait une entrée remarquée dans les échanges. Et avec elle, le monde salarial, domaine d'intervention privilégié des confédérations syndicales" (...).

"L'inverse est aussi vrai. Nombre de syndicalistes ont participé à des rencontres sur des thématiques traditionnellement dévolues aux associations, comme par exemple l'immigration. A chaque fois, le même constat s'est imposé : le néolibéralisme s'immisce dans toutes les sphères de la vie, au travail, mais aussi hors travail".

"Le chemin qui conduit à ce travail en commun n'est pas linéaire pour autant. Des divisions continuent de s'exprimer (...)

➤ *Les axes des conférences plénieress :*

Axe 1. Contre la guerre, pour une Europe de la paix et de la justice, de la solidarité, ouverte au monde.

Contre la guerre globale et permanente. Mondialisation et militarisation, politique impériale, rôle des Etats-Unis, rôle du pétrole, rôle de l'OTAN, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à lutter contre leur oppression.

Construire la paix, une culture de la paix, désarmement global, droit international.

Relations Nord-Sud : dette, dette écologique, financement du développement, traite transatlantique, colonialisme, réparation.

Quel futur pour l'Europe de l'Est et la Turquie ? Quel Europe commune pour les peuples ?

Une Europe des libertés et de la justice : la politique sécuritaire, la politique pénale, l'espace juridique européen, lois anti-terroristes et criminalisation, gestion policière et judiciaire des quartiers.

L'Europe dans la mondialisation libérale. Rôle de l'Union européenne et responsabilité des Etats européens dans l'architecture des pouvoirs mondiaux (OMC, Banque Mondiale, FMI, OIT, OMS, ONU).

Axe 2. Contre le néo-libéralisme, contre le patriarcat, pour une Europe des droits, sociale et démocratique

Pour une Europe des droits citoyens, des droits démocratiques, analyse et bilan critique de la Convention. Rôle des institutions, démocratie représentative et démocratie participative.

Indivisibilité des droits et développement des droits économiques et sociaux, culturels et environnementaux. Charte des droits fondamentaux, droit des salarié(e)s. Droit au travail et droit du travail. Citoyenneté et universalité des droits.

Contre la déréglementation des services publics, bilan des privatisations, loi de la concurrence, AGCS..

Les "sans", acteurs sociaux : nouvelles pratiques de lutte, nouvelles conflictualités sociales. Contre l'exclusion et la grande pauvreté, pour l'exercice effectif de leurs droits. Femmes et hommes : de l'égalité des droits à l'égalité réelle. Contre la division sexuelle du travail. Pour la liberté des femmes dans la société.

Les luttes lesbiennes, gays, trans : des revendications de droits à l'affirmation des identités ; pour une autre mondialisation débarrassée de l'ordre moral et de l'assignation de genre.

Axe 3. Contre la logique du profit, pour une société de justice sociale, écologiquement soutenable et pour la souveraineté alimentaire

Pour des biens publics mondiaux : pillages des ressources et mondialisation libérale, rôle de l'OMC et des multinationales, maîtrise démocratique des biens communs. L'eau, la biodiversité, énergie, les moyens de financement.

Conflits du travail contre logique du profit : la lutte contre le dumping social et environnemental, contre les délocalisations, contre la précarité. Droits du travail en Europe. Politique de l'emploi en Europe.

Créer et répartir les richesses autrement : les politiques monétaires, budgétaires et fiscales favorables à l'emploi ; contre le dumping fiscal ; briser la puissance des marchés financiers et des sociétés transnationales ; responsabilités sociales et environnementales des entreprises ; éco-fiscalité ; territoires et mondialisation.

Pour une agriculture soutenable : pour la souveraineté alimentaire, changer la PAC, changer les règles du commerce international agricole, produire une alimentation saine et sûre, lutter contre les OGM, droits des paysans.

Mode de production et de consommation soutenable, écologie et préservation de l'écosystème : contre la marchandisation de l'environnement ; place de l'économie sociale et solidaire ; la question de la croissance ; le commerce équitable.

Politique écologique de l'énergie et des transports ; la politique énergétique, la question du nucléaire, la lutte contre la pollution, l'effet de serre, la régulation des modes de transport.

Axe 4. Contre le processus de marchandisation, pour une Europe démocratique de l'information, de la culture et de l'éducation.

Contre les politiques de déréglementation et de privatisation en Europe, pour la défense des services publics de l'information, de la culture et de l'éducation.

Contre la concentration des médias et la marchandisation de l'information ; droit à une information pluraliste et droit d'informer ; pour le développement des médias indépendants et alternatifs ; médias et guerre.

Pour l'exception et la diversité culturelles et linguistiques en Europe ; contre la marchandisation et la libéralisation de la culture à l'OMC ; pour la liberté de création.

La place de l'art, des plastiques artistiques et culturelles dans la transformation sociale et l'émancipation. Expériences d'autogestion et autoproduction culturelle.

Le droit à l'éducation pour tous contre la marchandisation : système éducatif et éducation populaire, enjeu social et démocratique ou simple opportunité économique ? Pour un service public de l'éducation, de la petite enfance à l'université, qui assure la réussite de toutes et tous.

Sciences, recherche : pour une maîtrise du développement scientifique par les citoyen(ne)s ; contre la marchandisation de la science, pour une solidarité scientifique Nord-Sud assurant une égalité d'accès au savoir et à la technologie ; contre la brevetabilité du vivant.

Axe 5. Contre le racisme, la xénophobie et l'exclusion, pour l'égalité des droits, le dialogue des cultures, pour une Europe accueillante aux migrant(e)s, aux réfugié(e)s, aux demandeurs-euses d'asile.

Contre l'Europe forteresse : pour une citoyenneté de résidence pour tous ; liberté de circulation, droit d'installation, égalité des droits sociaux, civiques et politiques. Contre les persécutions ; droit d'asile, droit des réfugiés (obligation de résidence).

Politique européenne d'immigration : arrêt des expulsions, fermeture des centres de rétention ; migrations et développement ; pour un apport positif des migrants dans les pays d'accueil et d'origine.

Racisme, xénophobie, antisémitisme, islamophobie, discriminations, stigmatisation des immigrés, des populations issues de l'immigration, des Roms et des gens du voyage ; rôle des médias, pour le dialogue des cultures.

Migrations et travail : accès aux droits sociaux, main d'œuvre, délocalisations sur place en Europe, égalité des droits.

Femmes immigrées, migrants et mondialisation, statut autonome ; l'apport citoyen et politique des femmes dans le pays d'accueil ; femmes victimes de trafics et de persécutions sexistes et sexuelles.

Sans-papiers : contre une nouvelle gestion de la main d'œuvre, régularisation pour tous.

➤ ***Trois "plénières" sur le service public***

Jeudi 13 novembre- La Villette Paris

➤ **Thème**

"Contre les politiques de déréglementation et de privatisation en Europe, pour la défense des services publics de l'informatisation, de la culture et de l'éducation"

➤ **Modérateurs**

Gisèle JEAN (FSU- France), Kenny Bell
(Unison Union – Grande Bretagne)

➤ **Intervenants**

Pierre MUSSO (Etats généraux de la culture - France), Frank BSIRKE (Ver.di.Allemagne), Andrei KOLGANOV (Alternatives, Russie), Asnjiorn WAHL (For Velferdsasten – Norvège), Ilira LANI (UDU-Italie) ,Ricard BOYD-BARRET (Irish Anti-War Movement – Irlande), Oscar OLIVERA (Cocha Bamba - Bolivie)

Vendredi 14 novembre- Saint Denis – Seine Saint-Denis

➤ **Thème**

"Contre la déréglementation des services publics, bilan des privatisations, loi de la concurrence, AGCS"

➤ **Modérateurs**

Jean-Michel NATHANSON (US G 10 Solidaires France) Louise RICHARDS (War On Want – Royaume Uni).

➤ Intervenants

Gérard Aschieri (S.GI FSU - France) Horts SCHMITTHENNER (IG - METAL), Matyas BENVIK (ATTAC Hongrie), Raoul Mard JENNAR (OXFAM Solidarité Belgique) Spyros PAPASPYROS (ADEDY-Confederation of Civil Servants Unions- Grèce), Laurentino GONZALEZ (Cobas- Telefonica -Espagne, Catalogne), Cecilia VERDINELLI (SITS- Suède), Cornelia STARITZ (ATTAC-Autriche).

Vendredi 14 novembre - La Villette Paris

➤ Thème

"Le droit à l'éducation pour tous contre la marchandisation : système éducatif et éducation populaire, enjeu social et démocratique ou simple importunité économique ? Pour un service public de l'éducation, de la petite enfance à l'université qui assure la réussite de toutes et de tous"

➤ Modérateurs

Tania ASSOULINE (UNEF-France), Ivana BARTOLETI (Sinistra Giovanile –Italie)

➤ Intervenants

Nicole GENEIX (SG SNUIPP-France), Paul MACKNEY (National Association of Teachers in Further and Higher Education-Royaume Uni), Beatriz QUIROS (Confédération de sindicatos de trabajadores de la Ensenanzal – Espagne), Birge KRONDORFER (Frauenhertz), Autriche, Beerens NIKKI (ESIB-National Unions of Students in Europe-Pays Bas), Aydin CINGI (Social democratic Foundation- Turquie).

Un article sur le Forum Social Mondial

(Porto Alegre- janvier 2002)

**Le Forum Social Mondial
pour la globalisation
mais solidaire**

Sur la lancée du succès médiatique remporté dès sa première édition en 2001, le Forum Social Mondial 2002, de Porto Alegre (Brésil) a été officiellement inauguré Jeudi soir par une marche pour la paix. Selon la police, plus de 50 000 opposants à la globalisation néolibérale ont défilé sans incident notoire dans cette ville vitrine de la gauche brésilienne qui la gère. Sous le slogan *"Changer le monde est possible"* 16 000 délégués de 5 000 organisations de tous les continents, tenteront jusqu'au 5 février de développer la réflexion antilibérale après les attentats islamistes du 11 septembre dernier contre les Etats-Unis. La mobilisation internationale contre le terrorisme provoquée par ces attentats avait anesthésié momentanément la contestation contre la mondialisation économique et culturelle. Les délégués devraient se prononcer majoritairement contre le terrorisme, mais aussi contre l'intervention militaire américaine en Afghanistan. En vertu de l'article 11 de la Charte des principes du Forum Social Mondial, excluant *"les organisations qui attendent à la vie des personnes comme méthode d'action politique,"* les indépendantistes basques de l'ETA et les insurgés des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) n'ont pas été admis au Forum.

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), prévue pour 2005, de l'Alaska à la terre de feu, a été dès l'ouverture du Forum, dénoncée comme une "tentative d'annexion de l'Amérique Latine aux Etats-Unis" par Luiz Inacio Lula da Silva, favori de l'élection présidentielle brésilienne d'octobre prochain et leader du Partido dos Trabalhadores (Parti des travailleurs – PT), le plus grand parti de gauche du Brésil et d'Amérique Latine. Lula, comme l'appellent les Brésiliens, indique en outre que, s'il est élu président, il pourrait conditionner le paiement de la dette extérieure de son pays (230 milliards de dollars, près du double de celle de l'Argentine) aux nécessités de la lutte contre la pauvreté. La crise argentine, le commerce mondial, le contrôle des mouvements de capitaux, la dette extérieure, l'environnement, la lutte contre les discriminations et pour la paix, ainsi que les droits de l'homme sont au nombre des thèmes qui animeront les 160 séminaires, 28 conférences et 700 débats du Forum Social Mondial.(...)

Source : Latinreporters.com- Par Internet –Extraits –

-3-Assemblée européenne pour les droits des femmes

L'assemblée européenne de Bruxelles avait décidé d'acter la proposition qu'une **Assemblée européenne des femmes** se tiendrait, avant l'ouverture du FSE, le 12 novembre 2003. L'appel suivant, constitutif de cette initiative, avait été lancé.

***Avec les femmes,
pour une autre Europe,
pour un autre monde.***

Les femmes, par leur entrée massive sur le marché du travail, par la conquête, dans un grand nombre de pays d'Europe, de la maîtrise de leur fécondité, ont transformé en profondeur la société. Pourtant, quelles que soient ces avancées, l'égalité hommes/femmes inscrite dans les lois, est loin d'être réalisée. La pauvreté, la précarité, le chômage, le démantèlement de la protection sociale et de la santé, les violences et les discriminations dans la sphère privée comme dans la sphère publique, la lesbophobie, les atteintes à l'intégrité de leurs corps, les politiques d'exclusion de l'Europe forteresse, continuent à déterminer la vie de nombre d'entre elles.

Mais les femmes résistent

Un des bilans du premier Forum Européen de Florence a été une forte affirmation de la nécessité de plus de visibilité féministe, d'une meilleure intégration des expériences différentes des femmes et de leur place face au néo-libéralisme. C'est pourquoi, par une Assemblée européenne pour les droits des femmes le mercredi 12 novembre 2003, nous marquerons notre volonté de donner toute leur place aux femmes dans l'alternative que nous voulons construire.

Cette Assemblée Européenne des Femmes sera conçue comme un espace de rencontres, d'échanges d'expériences, de projets de résistance et d'alternatives. Ce sera un espace pour construire des alliances et imaginer une vision alternative de l'économie, de la politique, de la communication, des (bios) technologies et d'une société qui respecte les différences.

Nous invitons les organisations de femmes, féministes, individu-es et organisations partie prenante de la construction du FSE, à rejoindre cet espace. Rendre visible la situation des femmes et la permanence du patriarcat, remettre en cause les rapports de domination hommes/femmes, c'est aussi une condition pour construire une autre Europe dans un autre Monde.

(12 novembre 2003)

-4- Appel de l'Assemblée des acteurs et mouvements sociaux

(clôture du FSE)

"Nous venons des mouvements sociaux et citoyens de toutes les régions d'Europe, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud. Après Florence et Porto Alegre, nous nous rencontrons au deuxième Forum Social Européen à la suite d'une année de mobilisation contre le modèle néo-libéral dans de nombreux pays d'Europe, -contre la réforme des retraites, pour la défense des services publics, contre l'extrême droite, le racisme et la xénophobie ainsi que contre les politiques sécuritaires-, et contre la guerre contre l'Irak, notamment le 15 février 2003. Nous sommes divers et pluriels, et c'est ce qui fait notre force.

"En ce moment s'élabore un projet de Constitution européenne en marge de la société civile. Il "constitutionalise" le libéralisme comme doctrine officielle de l'Union européenne ; il consacre la concurrence comme fondement du droit communautaire et de toutes les activités humaines et ne tient aucun compte des objectifs de l'éco-développement ; il accorde un rôle à l'OTAN sur les politiques étrangères et de défense européennes et pousse à la militarisation de l'Union ; enfin, il maintient le social dans le statut de pièce rapportée d'une construction européenne fondée sur le primat du marché, et acte, de fait, le démantèlement déjà programmé des services publics. Ce projet de Constitution ne répond pas à nos aspirations.

"Nous luttons pour une autre Europe. Nos mobilisations portent l'espoir d'une Europe sans chômage ni précarité, dotée d'une agriculture paysanne qui assure la souveraineté alimentaire, préserve les emplois, l'environnement et la qualité de l'alimentation, d'une Europe ouverte sur le monde qui permette à chacun d'y circuler librement, qui reconnaît la citoyenneté de résidence à tous les étrangers y habitant et qui respecte le droit d'asile, d'une Europe qui met en œuvre une égalité réelle entre les femmes et les hommes, qui promeut la diversité culturelle et le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire de décider de leur futur de façon démocratique.

"Nous luttons pour une Europe qui refuse la guerre, favorise la solidarité internationale et un développement écologiquement durable. Nous nous battons pour que les droits des êtres humains, les droits sociaux, économiques, politiques, culturels et écologiques l'emportent sur le droit de la concurrence, la logique du profit et l'asservissement par la dette.

"Cest pour toutes ces raisons que nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils se mobilisent contre le modèle néolibéral et la guerre. Nous nous battons pour le retrait des troupes d'occupation de l'Irak ainsi que pour la restitution immédiate de la souveraineté au peuple irakien. Nous nous battons pour le retrait des territoires occupés par Israël et pour l'arrêt de la construction du mur et sa destruction. Nous soutenons les mouvements israéliens et palestiniens qui se battent pour une paix juste et durable. Nous nous battons pour le retrait des troupes d'occupation russes de la Tchétchénie. C'est pour cela que nous nous joignons à l'appel international lancé par le mouvement anti-guerre et que nous appelons à la journée d'action du 20 mars 2004 prochain.

"Pour parvenir à une Europe basée sur la reconnaissance des droits sociaux, politiques, économiques, culturels et écologiques, tant individuels que collectifs, des femmes comme des hommes, nous nous engageons à prendre partout des initiatives. Il nous faut construire pas à pas un processus de mobilisation qui permette l'implication de tous les peuples d'Europe. Nous nous engageons à être partie prenante de toutes les actions organisées par les mouvements sociaux, en particulier à construire un jour commun d'action soutenu par les mouvements sociaux, notamment le mouvement syndical européen. Nous appelons tous les mouvements sociaux à faire culminer cette dynamique de mobilisation en une journée d'action pour une autre Europe, des droits des citoyens et des citoyennes et des peuples, le 9 mai 2004 date prévue de la ratification de la constitution européenne".

Le 16 novembre 2003

-5- Un mouvement social, citoyen et culturel

Par Gustave MASSIAH, président du CEDETIM* et vice-président d'ATTAC- France

"Que porte de nouveau notre mouvement ? Et que devons-nous, dès lors, encore renforcer aujourd'hui ? Nous avons appris à penser à l'échelle mondiale et nous nous sommes construits les instruments nécessaires : notre réseau international de traducteurs militants en est le meilleur exemple. A l'intérieur du processus des Forums sociaux, nous tentons de réfléchir et d'agir en même temps aux quatre échelles de la transformation : locale, nationale, continentale et mondiale. Les Forums sociaux locaux qui émergent sont en train de construire de nouvelles manières d'organiser le politique. Nous ne sommes pas seulement un mouvement social ; nous constituons aussi un mouvement citoyen et un mouvement civique, un mouvement citoyen et un mouvement culturel. Cette intrication forme le politique et notre conception du monde. Nous apprenons à combiner les luttes et les pratiques : par exemple, nous créons des monnaies locales qui sont la preuve que la dictature de la monnaie n'est pas inéluctable dans l'échange. Le mouvement s'est imposé : ce sont nos ennemis, comme le New York Times ou le Financial Times, qui le disent ... Comme nous avons pu le voir à l'occasion de Cancun, nous avons su créer des opinions publiques."

"A présent la question de la stratégie, des alliances à nouer se pose à nous. Il y a trois types d'alliances possibles. D'abord, une alliance anti-hégémonique, résistant aux nouveaux monstres, combattant l'intégrisme et le fondamentalisme -notamment celui de Bush-. Ayant perdu l'hégémonie idéologique et une partie de l'hégémonie économique, il ne reste aux Etats-Unis que leur hégémonie militaire : nous sommes confrontés à la guerre, à la répression et à l'expansion des politiques sécuritaires. Dans ce cadre, les alliances anti-hégémoniques sont vitales, mais elles peuvent être contradictoires. Dès lors, certains prônent des propositions plus radicales, car le nouveau monde que nous voulons ne pourra se construire sans aller à la racine. Mais cela reste limité, car nous n'avons pas encore tiré toutes les leçons du soviétisme, en particulier sur les questions de la démocratie. Enfin, troisième type d'alliance, les convergences antilibérales qui ont fondé un mouvement de prise de conscience. Nous devons encore approfondir cet élargissement en s'ouvrant à ceux qui ne sont pas forcément sur une ligne anticapitaliste. Face à ces trois types d'alliances, la stratégie du mouvement doit, à mes yeux, être celle de ne surtout pas choisir et à ne pas en privilégier une seule : il nous faut continuer de les combiner et de les articuler".

Article paru dans l'édition du 17 novembre 2003 du journal l'Humanité

***NDLR**

CEDETIM : Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité Internationale. Le Cedetim a été créé au début des années 60, lors de la fin de la guerre d'Algérie. Des militants anticolonialistes souvent engagés dans des activités de coopération avec le "Tiers Monde" ont décidé de constituer en 1966 un cercle d'études sous le nom de Cedetim. Le Cedetim est un centre d'initiative et de solidarité internationale. Le Cedetim effectue un travail d'analyse et de propositions, en relation avec de nombreux mouvements et d'initiatives civiques en France et dans le monde

➤➤➤ Cedetim : 21 ter, Rue Voltaire 75011 PARIS

-6- Le vrai défi

"Quelle force politique pourrait en faire autant ? Qui pourrait aujourd'hui, simultanément, remplir des salles sur des thèmes aussi divers que la Constitution européenne, la politique de la santé, les retraites, le droit des femmes, les religions, l'environnement, l'information et la culture, le populisme, les libertés et la justice, l'agriculture, les services publics, les grands conflits internationaux, le racisme ? Oui, qui ? Le Forum Social Européen, qui s'est tenu cette semaine dans la région parisienne, c'est cela : des centaines de débats, sur tous les grands sujets de notre époque. Or, ce tour de force est paradoxalement l'œuvre d'une constellation d'associations dont l'audience n'est guère mesurable selon les critères habituels d'une démocratie. On ne saurait évaluer son influence ni en nombre de suffrages, ni même en "intentions de vote". Ses figures proue -José Bové en tête- ne sont pour l'heure candidats à rien (...).

"Mais la passion du débat n'est pas seulement une drôle de coutume de ces indiens en leur village. C'est aussi une potion qui revitalise de loin en loin toute une société anémie par dix ans de pensée unique. Sans les altermondialistes, qui par exemple, connaîtrait le sigle OGM ? Ils seraient dans toutes les assiettes sans que personne n'en ait jamais entendu parler. Qui aurait popularisé d'obscurs conciliabules, nommés AGCS ou AMI, dont le but commun est toujours de tout soumettre à la loi du marché ? Ainsi avance cette société que l'on dit libérale. Masquée. Les altermondialistes, eux démasquent à tour de bras. Ils ébruitent, dénoncent sans désemparer. Prochaine cible : la Constitution européenne de Giscard qui illustre la propension de nos élites à faire disparaître en contrebande des choix de société essentiels. Car derrière bien des atours institutionnels, les références à un libéralisme obligé, et à une alliance militaire avec les Etats-Unis transfèrent discrètement dans la Loi fondamentale ce qui ne devrait cesser d'appartenir au champ politique. Là encore, il a fallu la contre-expertise des altermondialistes pour lever ce lièvre.

"Enfin, en cette fin d'année 2003, on ne peut pas ne pas rappeler que ce sont les altermondialistes qui, dans leur précédent forum européen de Florence, ont inspiré les grandes mobilisations contre la guerre américaine en Irak.. Même si le mouvement les a ensuite dépassés de beaucoup. Et c'est tant mieux ! Pourtant, en dépit de ce bilan positif, ils sont une force composite. Et leurs différences ne sont pas minces. Entre héritiers du mouvement ouvrier, amis de la croissance, et écologistes partisans de la décroissance, les premiers favorables à un "autre monde", les seconds apôtres de toutes les diversités. Les uns demeurant au contact de la politique institutionnelle et cherchant à l'influencer, les autres convaincus que le salut viendra de l'émergence d'une foule d'expériences locales, les tiraillements ne manquent pas. Au fond, on pourrait dire qu'entre Jacobins et Girondins, post-marxistes et post-proudhoniens, première et deuxième gauche, l'Histoire continue. Pourtant, même si les généalogies politiques n'ont pas disparu, il y a là quelque chose de profondément nouveau.(...)

"Le vrai défi est à venir. Au cours des dernières années, les altermondialistes ont réussi à ouvrir une brèche dans l'hégémonie intellectuelle du libéralisme. Mais la tâche qui est devant eux est d'une autre ampleur. Il s'agit, comme le note le président d'Attac, Jacques Nikonoff, de toucher les millions de petits salariés laissés en déshérence par la crise des partis communistes. Comment reprendre le flambeau abandonné par la gauche traditionnelle, et en faire un meilleur usage, nouer des liens sociaux plus profonds, surmonter l'opposition créée par le libéralisme entre exclus et inclus, entre le SDF et le SMICARD ? Comment toucher les populations immigrées, sans se couper de tous les autres ? Autrement dit se frayer un chemin dans une société qui hésite entre un colonialisme de l'intérieur et le communautarisme ? Tout cela est d'autant plus compliqué que le désarroi s'est installé. Le Front national est passé par là. Et toutes sortes de replis identitaires se sont formés. Pour y parvenir, la première condition est sans doute de savoir garder toutes ses forces. C'est-à-dire toute sa diversité".

Source: Revue Politis Article de Denis Sieffert (extraits) 17/12/2003

-7-La participation du SNPTAS-CGT au FSE.

Le SNPTAS-CGT la mondialisation et l'altermondialisme

Le SNPTAS-CGT a toujours été très sensible aux questions internationales : en cela il se situe pleinement dans la position constante de la Confédération CGT, de lutte contre la guerre, et en particulier les guerres coloniales, la solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation, pour la paix : il y a là un élément constitutif de la culture syndicale du SNPTAS-CGT. C'est dans ce cadre que le SNPTAS-CGT, ses sections et syndicats affiliés participent, avec d'autres organisations, à des prises de position ou des manifestations contre la guerre, pour la paix, ce qui est conforme au préambule de ses statuts.

L'article 4 des statuts du SNPTAS-CGT, déclare en effet que le SNPTAS-CGT a "pour but la défense des intérêts matériels et moraux des personnels". La Confédération CGT a la même position ; cela signifie que le syndicat considère que les questions de société doivent être prises en compte.

Les Congrès du SNPTAS-CGT, et notamment le dernier en date, le XIV^o, ont donné un contenu précis à cette prise de position générale. Ainsi le chapitre I du document voté au XIV^o Congrès a pour titre "*Le syndiqué SNPTAS-CGT dans le monde, l'Europe, la nation*".

Le texte voté procède à une analyse de la mondialisation, constate que les peuples commencent à entrer en résistance, constate également que la coordination des luttes sociales à l'échelle internationale se développe et estime indispensable la participation plus active des syndicats au mouvement altermondialiste. Le XIV^o a validé la participation du SNPTAS-CGT à l'association ATTAC * et pris acte de la participation de nombre de ses militants aux organisations locales d' ATTAC **.

Cest dans le cadre de cette orientation que le site du SNPTAS-CGT est alimenté sur diverses questions relatives à la mondialisation, à la lutte contre la guerre et pour la paix. Ces questions sont régulièrement mises au débat dans les instances de direction du SNPTAS-CGT. Ces orientations, ces prises de position marquent la différence entre le SNPTAS-CGT et les autres organisations syndicales présentes au Ministère de l'Equipement, qui limitent leur intervention au champ catégoriel, voire purement corporatiste.

*Pour plus de détails, consultez votre documentation ou, sur le site du SNPTAS-CGT, dans la rubrique Syndicats, les statuts du SNPTAS-CGT et le document issu du vote du XIV^o Congrès.

**Sont également membres fondateurs d'ATTAC, pour la CGT, outre le SNPTAS-CGT, la Fédération CGT des Finances CGT, l'UGICT-CGT. D'autres syndicats sont également membres fondateurs d'ATTAC : la Confédération paysanne, la Fédération des Finances CFDT, la FGTE-CFDT, le SNES, le SNES-Sup, le SNUI, le SNUIPP, SUD-PTT, l'Union syndicale Groupe des 10. Sont membres du Conseil d'administration d'ATTAC ou du Bureau d'Attac des représentants de certains de ses syndicats un représentant des membres de la FGTE-CFDT.

Pour plus de détails sur l'association ATTAC, voir à partir du site SNPTAS-CGT, "autres sites" ou vous trouverez ATTAC. Vous trouverez également les personnes physiques ou les autres personnes morales faisant partie des structures de l'association ATTAC.

Le thème de la ville au FSE

Il nous concerne directement, étant donné l'activité multiforme du ministère par exemple dans le domaine de l'urbanisme et du logement. Ce thème a été débattu au FSE dans les instances suivantes :

- une conférence plénière : "De l'urbain au local : terrain d'expansion du libéralisme et des résistances".
- un séminaire : "Droit au logement, Droit à la ville en Europe".

L'atelier de l'Ecole d'Archi, organisé avec d'autres acteurs

Le SNPTAS-CGT, en collaboration avec des associations, des architectes, des urbanistes, des représentants du milieu professionnel et le groupe "La LANTERNE", a participé à l'organisation d'un atelier qui s'est tenu le samedi 15 novembre à l'Ecole d'Architecture de Paris La Villette sur le thème "Le tocsin des villes". Ce titre traduit le thème qui avait été choisi lors des réunions préparatoires : **la marchandisation de la ville**.

Ce thème s'inscrit dans la problématique générale du FSE, mais aussi dans des travaux et des recherches sur la marchandisation de tous les aspects de la vie sociale. Le SNPTAS-CGT a, dans le cadre de l'atelier de l'Ecole d'Architecture de la Villette présenté deux contributions écrites :

➤ l'une de Jean Dumont-Roty, ingénieur divisionnaire des TPE, sur la marchandisation des valeurs d'usage dans la ville, et le rôle du service public de l'Equipement,

➤ l'autre sur le thème : ville, globalisation et transformation sociale de Roger ESMIOL, secrétaire du SNPTAS-CGT. Il s'agit bien entendu d'approches très partielles, qui devront le cas échéant, donner lieu à des travaux plus approfondis.

Pour ce qui concerne la marchandisation des valeurs d'usage de la ville⁽¹⁾, la contribution s'inscrit dans le mouvement actuel du capital qui tend à transformer tout bien social, produit ou naturel, la force de travail elle-même en marchandises fonctionnant comme de simples outils de profit. Par là sont remis en cause :

° les formes de salariat direct ou indirect de la période des "Trente Glorieuses" : outre la pression sur les salaires, citons les retraites et la sécurité sociale. Ceci concerne tous les citoyens, des territoires ruraux ou urbains.

° les systèmes de logement social, que l'on peut assimiler aux formes de salariat citées plus haut ; fruits d'une longue évolution ; la crise du logement prend un tour aigu avec, par exemple, la multiplication des SDF.

On constate aussi la tendance à la marchandisation des réseaux qui étaient organisés selon les principes du service public ; ces réseaux contribuent de façon décisive à l'organisation sociale de la ville.

Un mot sur la crise de la conflictualité ; elle prend sa forme la plus spectaculaire dans les banlieues, les cités, mais existe aussi dans d'autres quartiers des villes. Par le passé, la conflictualité entre immigrés et "anciens" habitants, entre générations avait donné lieu à des formes de violence jusqu'à ce que le mouvement ouvrier, à la fois sur le lieu de travail et sur le lieu d'habitation dépasse cette violence contre soi et contre les autres par la revendication politique, dans le cadre d'un projet de transformation sociale.

⁽¹⁾

On assiste à un mouvement qui ne concerne pas seulement la privatisation des entreprises ou même des services, mais plus largement la privatisation de l'information, du droit, de l'espace urbain, de l'eau, de l'air, du vivant. Il en résulte une désintégration sociale.

Les politiques de la ville se succèdent, les politiques de quartiers dégradés ou sensibles se multiplient. Les projets techniques d'organisation de l'espace, destinés à réintroduire du lien social se succèdent. Mais cela ne peut se substituer au politique. C'est dans ces conditions que les fondamentalistes progressent, car ils apparaissent comme les seuls à organiser la population autour d'un modèle identitaire cohérent. Et d'un autre côté, on assiste à la montée de l'extrême droite.

Pour autant, des luttes se développent : luttes sociales comme celles de mai-juin 2003, développées massivement dans les villes, luttes contre la privatisation des services publics, luttes idéologiques contre la pensée unique, luttes urbaines comme celles des "sans" et notamment des SDF, luttes des femmes des cités comme "Ni putes ni soumises". Enfin de multiples actions se sont développées sur le thème "le monde n'est pas une marchandise".

Pour ce qui concerne la seconde contribution ville globalisation et transformation sociale, il était naturel que dans un FSE qui revêt un caractère européen voire international nous présentions quelques éléments de l'explosion urbaine à l'échelle internationale. Cette explosion concerne tous les pays, qu'ils soient développés ou non. Nous avons présenté des éléments de la thèse concernant la surproductivité en zone urbaine. Elle permet de mieux comprendre un des fondements du développement urbain.

Nous avons insisté plus particulièrement sur les caractéristiques de l'explosion urbaine dans les pays en voie de développement, notamment les pays du Sud. Elle se traduit par le développement massif des bidonvilles. Il est à craindre que, sans une appropriation politique positive de la situation concrète des masses déshéritées qui tentent d'y survivre, les populations soient sensibles à la propagande des idéologues et des démagogues.

Vous trouverez, ci-après, en Annexe, la synthèse de l'atelier établie par Julien LANGUMIER.

ANNEXE :

Note de la rédaction : vous trouverez ci-après la synthèse de l'atelier qui, dans le cadre du FSE, s'est tenu le 15 novembre 2003 à l'Ecole d'Architecture de Paris-la Villette. Ce document a été établi par Julien LANGUMIER. Il a été présenté comme contribution au F.S.E. Il est encore susceptible de modifications.

Synthèse de l'Atelier Tocsin des Villes – 15 novembre 2003 **Forum Social Européen – Paris – École d'architecture de la Villette.**

L'atelier Tocsin des villes a réuni une centaine de personnes autour de huit intervenants, tous professionnels intervenant sur la ville ou les politiques d'aménagement : architectes, urbanistes, ingénieurs, syndicaliste, chercheur. [Cf. en annexe la liste des intervenants]. L'atelier, en posant comme point de départ la question de la marchandisation de la ville, c'est-à-dire la transformation des politiques publiques d'aménagement au nom de principes libéraux, a dépassé le simple diagnostic pour interroger la définition d'un projet politique pour la ville qui a des conséquences directes sur l'engagement et le positionnement des professionnels de l'aménagement.

Le constat a été fait de l'hégémonie actuelle du modèle de la ville ultralibérale qui tend à s'imposer sur l'ensemble de la planète. Cette ville mondialisée se réduit bien souvent à la concentration d'une population en un lieu donné où tout doit fonctionner. Cet impératif fonctionnaliste renvoie d'abord à une vision technique de la ville : les politiques de transports sont avant tout des problèmes de flux et de modélisation, la planification s'attache davantage aux équipements qu'aux questions sociales... La ville appelée à fonctionner devient ensuite un objet marchand comme en témoignent les urbanistes qui constatent la nécessité croissante d'intégrer les logiques financières et donc une certaine rentabilité aux projets et aux orientations d'aménagement. Dès lors, l'espace urbain se replie vers une définition technique et se démultiplie en une superposition de marchés.

L'illustration concrète de ce diagnostic a été apportée par un exemple d'aménagement de deux places publiques à San Salvador (Amérique Centrale) laissées à l'abandon faute de fonds publics depuis de nombreuses années. Pour y remédier, la décision a été prise de confier ces deux places à des compagnies privées, en l'occurrence une entreprise de télécommunication Telefonica et un fast food Bigest, pour qu'elles en assurent à leurs frais la réhabilitation. La première place est aujourd'hui plantée d'une forêt de cabines téléphoniques assurant la promotion de Telefonica, la seconde est dotée d'un hamburger monumental en son centre et décline les couleurs de Bigest.

Ces deux exemples montrent l'imposition d'un modèle d'aménagement ultralibéral dans les pays du Sud, la réduction de l'espace urbain à un objet formel et technique et sa mutation en espace publicitaire, c'est-à-dire en un marché.

Notons pour clore ce diagnostic que la généralisation de la gestion privée d'orientations publiques, comme c'est le cas par exemple à travers les opérations de partenariat public/ privé, a pour conséquence d'exclure les citoyens du débat. En effet, quand des responsables publics négocient avec des entreprises privées au sujet d'aménagements publics, leurs échanges entrent dans le domaine du secret des affaires aux dépens de la transparence des décisions politiques et du débat public.

Face à ce constat, la question n'est pas seulement « que faire face à cette dynamique de marchandisation de la ville ? ». Auparavant, l'architecte Philippe Madec a souligné qu'aujourd'hui, il n'y a pas de projet politique proposé et formulé pour faire face à ces évolutions. Il explique en effet que : « l'urbaniste ou l'architecte travaillant pour les collectivités locales est orphelin d'un discours politique. Les élus sont plus intéressés par la gestion que par la vision, ils se situent plus du côté du pragmatisme que des idéaux. Et cette situation est catastrophique pour le professionnel de la ville à qui l'on demande de faire de l'espace politique, de l'espace à vivre en commun, de l'espace partagé sans proposer un projet historique et politique. » Ce paradoxe est soldé par le repli vers des choix consensuels : accompagner les gens dans la gestion de leur vie quotidienne et prendre en compte les préoccupations environnementales.

Dans un tel contexte, les termes « solidarité », « mixité », « développement durable » ou encore « décentralisation » apparaissent comme des coquilles vides : ils renvoient à une ambition politique mais il n'y a pas de projet historique et politique derrière. L'atelier a permis de faire un constat largement partagé de l'échec de ces principes que « l'on appelle à grand cri quand on voit qu'on a perdu ». Ainsi, la mixité est affichée dans les discours mais les quartiers *politique de la ville* ne rassemblent que des populations qui ne peuvent pas aller ailleurs. De manière similaire, certaines zones périurbaines deviennent des nouveaux espaces de ségrégation quand ils sont isolés des réseaux de transport en commun. Le développement durable est au départ défini de manière quelque peu révolutionnaire en conjuguant des préoccupations sociales, économiques et environnementales mais en pratique seule la dernière dimension fait l'objet d'un consensus. A ce propos, tout le monde déclare : « on fait du développement durable depuis toujours, comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir ». Le concept est alors galvaudé puisqu'il n'appelle aucun changement des pratiques. Enfin, le projet de décentralisation n'apparaît pas comme un projet politique fort mais surtout comme un désengagement de l'État laissant des collectivités locales non dotées de moyens pour faire face aux nouvelles compétences transférées.

Face à cette question centrale de l'absence de perspective politique pour l'aménagement de la ville, les participants de l'atelier ont formulé quelques propositions. L'accord est large pour affirmer et faire reconnaître la dimension culturelle et politique des métiers d'aménageur. L'engagement professionnel, s'il est partagé par l'ensemble des participants à l'atelier, n'est pas reconnu socialement, ni statutairement, ni dans l'enseignement. A ce propos, il semble important de dire aux ingénieurs travaillant sur la ville qu'ils ne sont pas seulement des techniciens et aux architectes qu'ils ne sont pas des artistes. Le projet urbain est avant tout un projet partagé et négocié qui appelle à dépasser les seuls enjeux de création pour passer à la médiation (Annah Harendt).

Cette position redonne une place centrale à la population, aux processus de concertation, à un urbanisme participatif qui reste pour une grande part à inventer même s'il existe déjà de nombreuses expériences novatrices en Amérique Latine par exemple. Suivant cette voie, sans doute faut-il revenir de manière critique sur le pouvoir technocratique des administrations publiques de manière à réinventer un service public de l'aménagement affectant une place centrale aux usagers. Cela signifie aussi de réintroduire la dimension sociale en architecture et en pratique de revenir à des approches sociologiques en amont du projet architectural. Pour qu'une telle participation citoyenne soit possible, il ne semble pas suffisant d'organiser des réunions de communication en direction de la population appelée à plébisciter les projets, le défi est de développer une culture partagée autour de l'aménagement de la ville, de la construction de l'espace politique. Si l'enseignement de l'architecture est une piste, la vulgarisation du jargon professionnel est une nécessité.

Enfin, alors qu'aujourd'hui les appels à la concertation, à l'écoute des populations est devenu un lieu commun du débat politique, les réformes de « modernisation » de la fonction publique remettent en cause un lien essentiel qui existe entre l'État et les territoires qu'il administre. En effet, à travers l'exemple des cantonniers ou des agents d'exploitation du ministère de l'Équipement qui sont aujourd'hui menacés, c'est la proximité entre des agents publics et la population qui est en train de disparaître et avec elle l'idée pratique et concrète de service public pour les citoyens « ordinaires ». Au nom de l'ouverture des activités à la concurrence, de préoccupations comptables et de réductions drastiques des budgets publics, l'État se désengage de l'aménagement public des territoires les moins dynamiques. La fonction publique est en train de se débarrasser des « petits fonctionnaires » venant des couches populaires pour n'assurer que des tâches de contrôles effectuées par des cadres. Cette « gentryfication » de l'État pose à terme la question de la légitimité politique et démocratique de son action.

J. Langumier

Liste des intervenants :

Jean-François Tribillon (AITEC)
Damien Audric (APOYO URBANO)
Sylvia Rosales (urbaniste)
Philippe Madec (architecte)
Carlos Mauco (urbaniste)
Jean Dumond Roty (ingénieur- aménageur – Équipement)
Julien Langumier (doctorant en sociologie)

Modérateur :

Sylvain de Biasi (syndicaliste – Équipement, SNPTAS)

Introduction :

Dominique Dias (ingénieur-architecte)



Gaspe n°12

Dossier FSE 2003

Consultez l'Intranet du SNPTAS-CGT

forum social européen **FORUM**
12-15 novembre **SOCIAL**
paris/saint-denis **EUR** **PEEN**
bobigny/ivry **2003**



Dernières Infos...
Accueil
Plan du site
Agenda
Vie syndicale
G.A.S.P.E.
Le SNPTAS
Le Catégoriel
Résultats des CAP Nat.
Infos et Documents
Action Sociale
Société et Citoyenneté
Info. pratiques
Lu au J.O.
J'ai lu pour vous
Votre avis sur

<http://cgt-snptas.syndicat.i2>

Imprimé dans les locaux du Syndicat national des personnels administratifs et de service
METLTM – PLOT I – 92055 – PARIS LA DEFENSE CEDEX 04 – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16. –
Email : Internet – sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : Cf carnet d'adresse – annuaire équipement – Syndicat/SN PTAS CGT/AC
Directeur de publication: Didier LASSAUZAY – n° CPPAP 199 D 73 – ABONNEMENT 68,60 € + N° SPECIAUX 7,62 €